

L'EUROPE EN BREF



Lettre d'information bimensuelle de la délégation
Auvergne - Rhône-Alpes à Bruxelles



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

N°44 du 30 octobre 2017

UNES

COMMISSION EUROPÉENNE : CAP SUR 2018



L'Exécutif européen a présenté son programme de travail pour 2018 dont l'objectif est d'accomplir le travail non encore réalisé pour mettre en œuvre les 10 priorités du Président Juncker.

Faire en sorte que « l'Europe continue résolument de se concentrer sur les enjeux pour lesquels l'action européenne présente la plus grande valeur-ajoutée » : tel est, selon le premier Vice-Président de la Commission européenne, [Frans Timmermans](#), le leitmotiv du [programme de travail 2018](#) de la Commission rendu public le 24 octobre.

Au titre des mesures prioritaires figurent [26 nouvelles initiatives](#) devant être présentées avant mai prochain et adoptées avant les élections européennes de juin 2019. Parmi elles, certaines sont destinées à parachever les travaux de mise en œuvre des [10 priorités du mandat](#) et concernent par exemple l'économie circulaire, le numérique, l'énergie etc. D'autres comme le prochain cadre financier pluriannuel préparent l'avenir de l'Union à 27, post Brexit.

Outre le lancement de nouvelles propositions, la Commission devra également, en 2018, achever le travail déjà engagé, qu'il s'agisse de l'adoption rapide par le Parlement européen et le Conseil des 66 propositions prioritaires en attente, ou bien du retrait de 15 autres qui ne recueillent pas de consensus ou sont obsolètes...

JOURNÉE AMBITION EUROPE



Une forte mobilisation des acteurs régionaux, preuve d'un intérêt marqué pour le programme Horizon 2020.

La Journée Ambition Europe s'est tenue le 13 octobre à Lyon et Clermont-Ferrand. Organisée par [Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises](#), la Région Auvergne-Rhône-Alpes et ses partenaires (Axelera, CCI Puy de Dôme, Grenoble INP, Insavalor, Minalogic, Mont-Blanc Industries, Plastipolis, Techtera, Tenerrdis, Université de Lyon, Université Clermont Auvergne et associés, Université Grenoble Alpes, Viaméca), elle a réuni près de 300 participants, dont presque 100 entreprises.

Inaugurée par le Premier Vice-président [Etienne Blanc](#) et le Vice-président délégué à l'Enseignement supérieur, à la recherche, à l'innovation et aux fonds européens [Yannick Neuder](#), le but de la journée était de présenter les nouvelles actualités [d'Horizon 2020](#) (appels, programme de travail 2018-2020, préparation du prochain programme) sur les différentes thématiques ainsi que d'identifier des pistes de projets et de partenariats dans des ateliers spécifiques. La [Délégation de Bruxelles](#) a présenté ses missions et ses outils, en particulier sur la recherche de partenaires européens dans le cadre de la constitution d'un consortium pour répondre à un appel à propositions.

ARTICLES

L'UNION EUROPÉENNE INDÉCISE SUR LE GLYPHOSATE



Herbicide le plus utilisé et suspecté de favoriser l'apparition de cancers, le glyphosate est sous les feux des projecteurs dans l'attente de la décision qui doit être prise quant au renouvellement européen de son autorisation qui expire le 15 décembre.

Suite à la résolution adoptée le 24 octobre par le Parlement européen qui préconise l'extension provisoire de l'autorisation actuelle pour 3 ans et l'interdiction totale de cet herbicide d'ici décembre 2022, les experts des 28 États membres réunis le 25 octobre n'ont pas approuvé la proposition de la Commission européenne de renouveler l'autorisation du glyphosate pour 10 ans. En l'absence de majorité qualifiée au sein des États membres sur les dernières propositions à l'étude visant un renouvellement pour une durée de 5 à 7 ans, la Commission européenne a d'ores et déjà annoncé qu'elle ne prendrait pas la responsabilité de la décision et devrait soumettre prochainement une nouvelle proposition au vote des États membres, visant possiblement une extension provisoire de l'autorisation actuelle pour 4 ans.

Rappelons également qu'1,3 million de citoyens européens se sont regroupés dans le cadre de l'[Initiative citoyenne](#) « [Stop glyphosate](#) » pour demander l'interdiction de l'herbicide. La Commission européenne doit désormais auditionner les auteurs qui réclament également la mise en place de mesures pour la réduction générale des herbicides, avant de décider si elle donnera suite à l'initiative.

WIFI GRATUIT DANS LES LIEUX PUBLICS



Le financement du déploiement du Wifi gratuit dans les lieux publics est validé !

C'est le 9 octobre dernier que le Conseil de l'Union a validé la proposition de [Règlement](#) pour la promotion du Wifi sur l'ensemble du territoire européen. Le budget total de cette initiative, [WIFI4EU](#), pourrait atteindre 120 millions d'euros d'ici 2019.

Les collectivités territoriales et organismes publics sont donc invités à se préparer pour répondre aux appels lancés pour l'opération en vue du déploiement de points d'accès gratuits dans les lieux publics. Le premier appel -réservé aux collectivités- est attendu pour la fin de cette année voir début 2018 mais la plate-forme de soumission sera disponible prochainement. Le financement sera distribué sous la forme de coupons d'une valeur nominative de 20 000 euros et sera attribué sur le principe du premier arrivé, premier servi.

FERROVIAIRE : SUPPRIMER LES CHAINONS MANQUANTS



La Commission et le Parlement mettent en place une politique pour recenser et supprimer les maillons ferroviaires transfrontaliers manquants.

A l'initiative de l'eurodéputé écologiste allemand [Michael CRAMER](#), [une conférence](#) a fait le point le 28 septembre à Bruxelles sur les actions de la Commission et du Parlement dans l'identification et la suppression des chaînons manquants entre les réseaux ferroviaires transfrontaliers (« *missing links* »).

Pour différentes raisons, des lignes de chemins de fer sont interrompues juste avant la frontière : il suffit de quelques kilomètres de voies pour rétablir la connexion. C'est par exemple le cas de la ligne franco-suisse de St-Gingolph (Valais suisse) - Evian-les-Bains (Haute-Savoie), dont la réouverture des 17,8 kilomètres permettrait de faire le tour du lac Léman, au bénéfice des riverains et des touristes. Au titre du « [Mécanisme pour l'interconnexion en Europe-Transports](#) », la Commission a sélectionné en 2017 pour un montant de 140 millions d'euros 13 initiatives visant à éliminer des maillons manquants. D'autres appels à projets sont à prévoir courant 2018.

PROTÉGER LES ESPACES PUBLICS DES ATTAQUES TERRORISTES



La Commission européenne prend des mesures pour aider les 27 à protéger les populations.

[Julian King, commissaire en charge de l'Union de la sécurité](#), témoigne de la volonté des instances européennes d'aider les Etats membres à se protéger contre le terrorisme. Il a ainsi [présenté](#) un panel de mesures, à commencer par le financement des projets de sécurisation de l'espace public, assorti de 18,5 millions d'euros issus du [Fonds pour la sécurité intérieure](#) et de 100 millions d'euros alloués dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre des [actions innovatrices urbaines](#).

La Commission contribuera également à la mise en place d'un « Forum des exploitants d'espaces publics » destiné à favoriser les échanges entre membres. Le Commissaire a également évoqué un plan destiné à lutter contre les attentats menés avec des substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), exhortant par ailleurs au respect du [Règlement 98/2013](#) sur l'utilisation des précurseurs d'explosifs, qui limite la mobilité de certaines substances. 500 000 euros seront consacrés dès l'an prochain au déchiffrement des communications téléphoniques, favorisant l'accès à preuves électroniques telles que les documents stockés dans le Cloud par exemple.

DÉCARBONNER L'HABITAT ET STIMULER L'ACTIVITÉ



Pour les eurodéputés une remise à niveau de la performance des bâtiments bénéficierait à l'économie comme aux citoyens.

C'est à une confortable majorité que les députés européens de la [commission de l'industrie et de l'énergie](#) ont adopté le 11 octobre dernier, un projet de révision des [normes](#) relatives à la performance énergétique de l'habitat.

« Les habitations, écoles et bureaux seront plus sains et l'essor des activités de rénovation créera des emplois dans toute l'Europe, l'objectif ultime étant la décarbonisation du parc immobilier d'ici à 2050 » a déclaré [Miapetra Kumpula-Natri, \(S&D, Finlande\)](#).

Outre les mesures factuelles telles que les câblages destinés à accueillir des points de recharge pour les véhicules électriques dans certains parkings neufs, le texte prévoit une batterie d'indicateurs destinés à mesurer les progrès. Les ménages les moins favorisés n'ont pas été oubliés, les députés prévoyant des dispositions *« qui obligeront les pays de l'UE à définir des actions visant à réduire la pauvreté énergétique, tout en favorisant l'égalité d'accès des ménages vulnérables aux outils de financement »* nous précise [Bulletin Quotidien Europe](#).

FACILITER LES DONS ALIMENTAIRES



La Commission veut mettre fin aux gaspillages et à la pauvreté alimentaires.

Selon le commissaire européen en charge de la Santé et de la sécurité alimentaire, [Vytenis Andriulaitis](#), « Dans l'UE, environ 550 000 tonnes de denrées alimentaires sont redistribuées à 6,1 millions de personnes par les banques alimentaires, mais ce n'est qu'une fraction du volume estimé des denrées alimentaires qui pourraient être redistribuées pour éviter le gaspillage alimentaire et lutter contre la pauvreté alimentaire ».

Afin d'augmenter ce volume, la Commission a ainsi adopté le 16 octobre dernier des [lignes directrices](#) pour faciliter les dons alimentaires, initiative qui s'inscrit dans le cadre du [plan d'action en faveur de l'économie circulaire](#). L'objectif : lever les obstacles qui subsistent pour la récupération par les organisations caritatives des denrées alimentaires et pour leur redistribution aux personnes dans le besoin.

RUBRIQUES



LE SAVIEZ-VOUS ?



Le lancement officiel de [l'Année européenne du patrimoine culturel](#) aura lieu à Milan les 7 et 8 décembre lors du Forum européen de la culture.

Outre les financements octroyés à des projets dans le cadre de [l'appel à propositions Europe créative](#), une labellisation sera octroyée dans chaque Etat membre à des projets débutant ou se déroulant entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018.

Un formulaire ad hoc à compléter sera prochainement disponible sur le [site du ministère de la Culture](#).



Plus près des étoiles

Menée conjointement par [l'observatoire LIGO](#), aux Etats-Unis, le [détecteur VIGO](#) en Italie et, entre autres, par [l'Observatoire européen austral \(OEA\)](#), la découverte qui vient d'être réalisée, sur la collision de matière, est présentée comme très importante par les équipes de recherche parmi lesquels 11 chercheurs financés par l'UE. Elle a notamment été rendue possible grâce aux financements tels que les bourses accordées aux chercheurs du projet [GraWitoN](#) ou bien encore par le soutien de 14 millions d'euros sur 10 ans apporté par l'Union à l'Observatoire européen austral.



L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous avez un projet dans le domaine de la culture et de l'audiovisuel ?

Plusieurs appels à propositions [Europe créative](#) ont été publiés. Retrouvez les [ci-dessous](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).



DICO DE L'EUROPE

EFSA (European Food Safety Authority - Autorité européenne de sécurité des aliments)

Glyphosates, perturbateurs endocriniens, autant de dossiers d'actualité qui mettent en lumière l'activité de [l'EFSA](#) un des organes spécialisés dont s'est doté l'UE et dont le but est de protéger les consommateurs contre les risques existants et émergents qui pèsent sur la chaîne alimentaire. Pour ce faire, l'EFSA participe à l'élaboration de la réglementation en fournissant aux décideurs européens des avis scientifiques indépendants. Les [membres du comité et des groupes scientifiques](#) sont renouvelés tous les trois ans.

BRUXELLES DANS NOTRE RÉGION



Financements Plan Juncker en faveur de 2 entreprises régionales

[La Banque européenne d'investissement](#) (BEI) a octroyé dans le cadre du Plan Juncker 20 millions d'euros en faveur [d'Amoéba SA](#), entreprise innovante basée à Chassieu (69), afin de créer de nouvelles lignes de production pour le traitement des eaux et réduire ainsi l'incidence des déchets chimiques sur l'environnement.

Ce financement européen va permettre à la société Amoéba d'accélérer sa capacité de production tout en soutenant le développement de son marché à l'international. Il sera également un précieux concours à ses investissements en matière de recherche, développement et innovation (RDI). Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, la BEI a également financé l'entreprise [Saint Jean Industries](#), également basée dans le département du Rhône, à hauteur de 45 millions d'euros afin d'investir dans de nouveaux équipements et dans la RDI appliquée à la production de voitures intelligentes à faibles émissions. En plus de sa plus-value environnementale, le projet financé aura également un impact social élevé avec la création de plus de 150 nouveaux emplois sur la durée de l'investissement.



Démarrage d'un projet franco-suisse de réduction des dépenses énergétiques

Sous l'égide de [l'Université Savoie Mont Blanc](#), plusieurs partenaires institutionnels, industriels et scientifiques suisses et français se sont regroupés autour du projet « [PaCs-CAD](#) ». Doté de 463 185 euros de subvention européenne, dans le cadre du [programme de coopération INTERREG France-Suisse](#) et de 150 000 CHF de fonds fédéraux, le projet a été lancé le 28 septembre dernier et a été labellisé par le pôle de compétitivité [Tenerrdis](#).

En 3 ans et demi, il vise à proposer une pompe à chaleur innovante destinée à réduire les dépenses énergétiques des chauffages urbains.

NOTRE RÉGION À BRUXELLES



Les universités françaises face aux enjeux européens

Réunis en session plénière le 19 octobre dernier à Bruxelles, les [Présidents d'Universités](#) de la région se sont penchés avec leurs homologues français, allemands et polonais sur les enjeux européens pour les acteurs de la recherche et de la formation, avec en débat l'avenir de la

politique européenne en faveur de l'innovation, l'importance de la mobilité étudiante ou encore, la rationalisation des politiques européennes à l'échelle des sites.

Le [Vice-président Yannick NEUDER](#) délégué à l'Enseignement supérieur, à la recherche, à l'innovation et aux fonds européens était invité par la [CPU](#) (Conférence des Présidents d'Université) pour contribuer aux échanges sur l'importance des écosystèmes régionaux. Il a rappelé le rôle croissant de l'échelon régional dans la mise en œuvre de politiques en faveur du développement économique et du soutien aux filières d'excellence, et a invité à une meilleure mobilisation des financements européens.



Des étudiants d'AgroParisTech à Bruxelles

Une quarantaine d'étudiants du mastère Spécialisé ACTERRA d'AgroParisTech Clermont et d'AgroSup Dijon étaient en visite d'étude à Bruxelles du 10 au 13 octobre. L'occasion pour la Délégation de la Région à Bruxelles qui les accueillait de leur présenter ses missions et de compléter leur programme de rencontres avec différentes institutions et réseaux européens d'influence dans le domaine de l'agriculture et du développement rural.

En plus des visites institutionnelles prévues à la Commission européenne, la Représentation permanente de la France, le Comité économique et social européen et le Comité des régions, les participants ont ainsi pu s'entretenir avec l'eurodéputé PPE, membre de la commission agriculture du Parlement européen, Michel Dantin et découvrir les activités des représentations de producteurs agricoles telles que le COPA COGECA et Via Campesina, le Bureau européen de l'Environnement et l'association européenne de défense des intérêts de la montagne, Euromontana.

Une immersion pour le moins complète pour se familiariser avec le processus décisionnel européen et appréhender les enjeux et stratégies des différents acteurs sur les questions agricoles et rurales.

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)